



Institut Africain de Développement
Economique et de Planification

59^{ème}

REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'IDEP

28 Juillet 2023
Addis Abeba, Ethiopie

Rapport d'activités

IDEP/GC59/2023/6

	ECA/IDEP/GC/59/6 Distr : 28 juillet - 2023 Original : Anglais
---	--

Institut africain de développement économique et de planification des Nations unies
Conseil de direction de l'IDEP

59ème réunion

Addis Abeba, Éthiopie

28 juillet 2023

**Rapport du directeur de l'Institut africain de développement
économique et de planification couvrant la période novembre
2021 à juin 2023**

I. Introduction

1. Ce rapport est présenté à la 59^{ème} réunion du Conseil d'administration de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), conformément aux pratiques actuelles, afin d'informer les membres des principales interventions et réalisations de l'Institut depuis la 58^{ème} réunion du Conseil tenue le 30 novembre 2021 jusqu'au 30 juin 2023.
2. La période couverte par le rapport a été caractérisée par les effets persistants de la COVID-19, la dynamique de relance post-COVID dans les pays, les impacts socio-économiques de la crise russo-ukrainienne, la diminution de l'aide publique au développement (APD), la poursuite des conflits régionaux et une propagation de l'insécurité dans certaines sous régions, ainsi que les impacts du changement climatique. Grâce à son agilité, l'institution s'est habilement adaptée à ce nouveau paysage du développement. Les demandes de renforcement des capacités de la part des États membres a augmenté et, par conséquent, le nombre stagiaires a aussi augmenté, en particulier plus de femmes et des jeunes ont été formés. L'institution a adapté ses activités de formation et de recherche au cours de la période pour tenir compte de l'impact des

différentes crises, de la nécessité d'adopter une approche fondée sur les compétences pour le développement d'une main-d'œuvre adéquate, en mettant l'accent sur le renforcement des compétences et la requalification. Elle a également repris progressivement ses formations en présentiel.

3. En 2021, les programmes ont plus porté sur l'inclusion sociale avec une forte composante sur le genre et la jeunesse. En outre, dans le but de renforcer la surveillance stratégique pour prédire et modéliser l'impact des décisions politiques dans le temps, l'Institut a facilité le lancement du Réseau des jeunes économistes (RJE). Le RJE est une nouvelle génération de jeunes modélisateurs macroéconomiques qualifiés qui représentent l'excellence de la modélisation macroéconomique sur le continent en vue d'atteindre les objectifs des agendas 2030 et 2063. À ce jour, le réseau est composé de 1013 jeunes économistes issus de 88 universités de 29 pays africains. La liste des universités et pays de membres du RJE est dans le Tableau5 en Annexe.
4. En 2022, les crises émergentes ont conscientisé sur l'urgence de prendre en compte les risques dans la planification du développement. L'institut a donc axé ses programmes de formation et de recherche sur la gestion des risques, l'intégration des risques dans les processus de planification du développement et la gestion de la dette.
5. Ce rapport est organisé en quatre sections. Après l'introduction dans la section I, la section II met en lumière les principales réalisations de l'Institut, la section III se concentre sur le financement, la mobilisation des ressources et le partenariat, la section IV se réfère aux conclusions et aux perspectives pour 2023 et 2024.

II. Principales réalisations

6. Cette section met en lumière les principales réalisations des activités de formation, de recherche et de gestion des connaissances en contribuant à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

A. Formation

7. Au cours de la période sous revue, le programme de formation de l'IDEP a été guidé par le plan stratégique en cours de l'institution, l'accent étant mis sur le développement des capacités des États membres en matière de gestion des risques dans le contexte de la relance post-COVID, des impacts climatiques, de la poursuite des conflits régionaux et internationaux, de la diminution de l'APD et de la gestion de la dette.
8. Au total, cent six (106) cours ont été organisés au cours de la période, dont neuf (9) cours en présentiel et quatre-vingt-dix-sept (97) cours en ligne à l'intention des fonctionnaires et autres acteurs non étatiques dans les domaines de l'analyse, de la formulation, de la gestion des politiques socio-économiques et de la planification du développement. Au total, 3033 fonctionnaires (951 femmes) de 49 pays africains ont été formés en 2021, tandis que 3053 fonctionnaires (861 femmes) de 51 pays africains ont été formés en 2022.

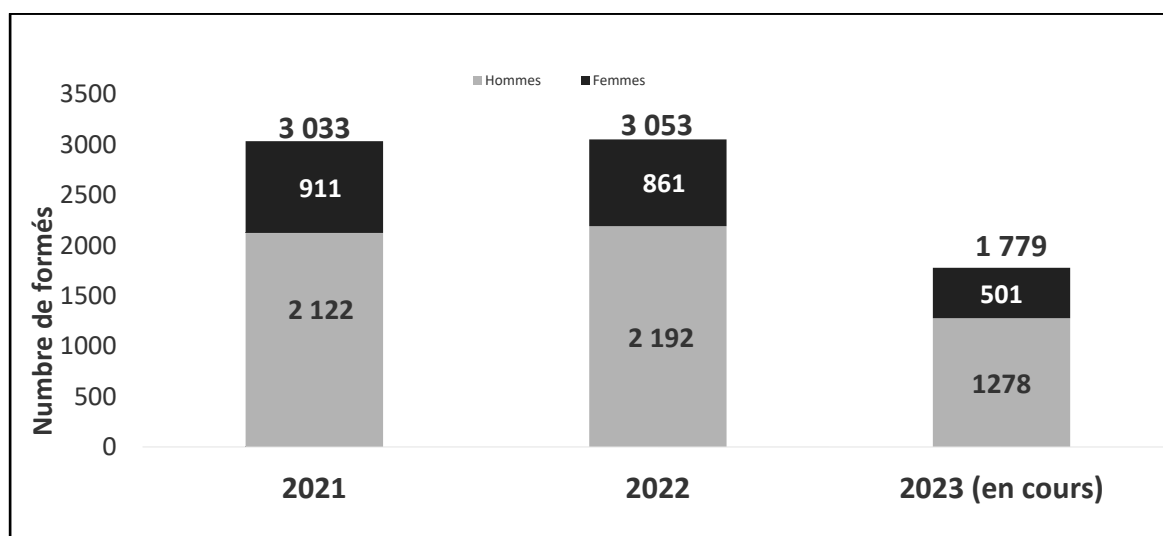


Fig.1. Evolution du nombre de formés entre 2021 et juin 2023

9. Les formations ont porté sur des questions relatives à l'analyse des données pour le développement durable ; la modélisation macroéconomique pour la planification du développement durable ; la politique agricole en Afrique ; les statistiques et les bilans énergétiques ; l'évaluation des politiques publiques ; la gestion de projet ; l'indice d'intégration régionale africaine ; la planification de la politique énergétique ; la transformation numérique pour accélérer l'agri-entrepreneuriat des jeunes ; les politiques visant à promouvoir le lien entre la paix/sécurité et le

développement ; le genre, le commerce et le développement ; la politique commerciale internationale et les négociations commerciales ; territorialisation du développement ; partenariats public-privé ; droit minier et gouvernance ; politique et législation pour l'exploitation des corridors routiers ; transition post-Covid-19 à faible émission de carbone ; information et services climatiques pour la planification et la prise de décision à long terme ; économie bleue, ZLECAF, libre circulation et intégration régionale ; employabilité des jeunes et esprit d'entreprise ; impact de la COVID-19 sur les économies ; la jeunesse comme levier pour construire l'Afrique que nous voulons ; options de politiques macroéconomiques et structurelles pour accélérer la diversification économique et la création d'emplois.

10. L'année 2021 marquant le début d'un retour aux activités en présentiel dans certains pays africains, l'IDEP a pu organiser trois activités de renforcement des capacités (sur mesure) sur la ZLECAF pour le comité ZLECAF du Cameroun et pour les fonctionnaires du ministère des affaires étrangères de la Libye, et sur l'analyse de l'impact des politiques publiques pour la Gambie.
11. Ce redressement progressif s'est poursuivi en 2022, avec six cours organisés sur la gestion des risques pour le redressement post-COVID, l'autonomisation et les compétences des jeunes, l'intégration de la résilience climatique, la gestion de l'eau (défis vers la réalisation de l'Agenda 2030 et 2063, ODD 6 : eau propre et assainissement), la gestion de projet, la connectivité des transports, la logistique et l'intégration régionale pour la CEDEAO.
12. Une attention particulière a été accordée au soutien aux communautés économiques régionales (CER).
13. Une session sur mesure sur l'impact de COVID-19 sur les économies des CER a été organisée à l'intention des fonctionnaires des pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) ; la formation visait à renforcer leurs capacités en ce qui concerne l'impact de COVID-19 sur les économies des États membres en général et leurs finances publiques en particulier, d'une part, et à les exposer aux solutions possibles ou aux modes de gestion des finances publiques en temps de crise pour construire des économies résilientes et mettre en place des plans de relance post-COVID-19 efficaces, d'autre part. Au total, 44 participants, dont 10 femmes, ont assisté à la formation.
14. Une formation sur mesure sur la politique et la législation a été dispensée aux États membres de la CEN-SAD pour l'exploitation des corridors routiers. Elle visait à discuter d'un cadre

harmonisé pour la gestion, l'exploitation et l'entretien des corridors, qui est la pierre angulaire d'une intégration réussie. Il a également été l'occasion d'apprendre des stratégies liées à l'infrastructure résiliente au climat en tenant compte des perspectives de genre relatives à l'exploitation des corridors routiers.

Analyse d'impact

15. IDEP a réalisé une étude pour évaluer l'impact des activités de formation au cours de la période. Cette étude a révélé que 75 % des fonctionnaires interrogés attestent avec preuves concrètes à l'appui, avoir utilisé les connaissances, les compétences et les outils qu'ils ont acquis pour influencer positivement les politiques socio-économiques dans leurs pays respectifs. Cinq politiques nationales visant à construire des économies plus inclusives et résilientes ont été développées à cet égard au Botswana, au Burkina Faso, en République centrafricaine, aux Comores et à Madagascar.

B. Programme de master

16. Pour rappel, l'accord cadre de coopération d'une durée de cinq ans entre l'IDEP et l'Université de Johannesburg en Afrique du Sud portant sur le programme de Master de 18 mois en politique industrielle pour les décideurs africains est arrivé à son terme. Une évaluation conjointe a été menée par un consultant indépendant afin d'évaluer la performance du programme de Master, d'identifier les impacts, les leçons apprises et les étapes pour assurer la durabilité des résultats obtenus. Sur cette base, les deux parties ont examiné les résultats de l'évaluation. Les points faibles et les points forts ont été soulignés, ainsi que les actions à entreprendre pour améliorer le fonctionnement du partenariat. Les deux parties ont reconnu l'importance du projet et ont activement envisagé de renouveler le partenariat. Les deux institutions ont convenu de renouveler le partenariat pour quatre (4) cohortes qui seront formées au cours des cinq prochaines années.

C. Recherche

17. Les travaux de recherche entrepris à l'IDEP complètent le programme de formation de l'Institut et répondent aux besoins des

communautés de décideurs politiques et des autres parties prenantes. En effet, les cours sont combinés avec des dialogues de haut niveau, des séminaires de développement et des programmes de bourses de recherche. Les composantes de la recherche, sous la forme de projets de recherche à moyen/long terme, fournissent une orientation stratégique aux cours à dispenser afin de garantir que leur contenu est conforme aux changements de l'environnement et aux priorités des pays. L'IDEP agit comme un groupe de réflexion dans le but de guider le changement de politique et la prise de décision au plus haut niveau sur plusieurs défis de développement. Les activités de recherche mises en œuvre comprennent la recherche politique, les dialogues politiques de haut niveau (DPHN), les séminaires de développement (SDI) auxquels participent des Africains et des non-Africains.

18. Au cours des années 2021 et 2022, l'IDEP a lancé un important projet de recherche sur "La dette, la fiscalité et le financement du développement: réponses immédiates aux urgences mondiales et planification efficace" avec le soutien financier de l'Open Society Initiative for West Africa (OSIWA) ; il devrait être clôturé en 2023. Le projet vise à développer des outils analytiques et opérationnels pour (a) - l'efficacité de la planification financière (budgétaire) comme réponse immédiate aux impacts sociaux et économiques de Covid-19 dans 10 pays d'Afrique de l'Ouest (Bénin ; Côte d'Ivoire ; Ghana ; Guinée ; Libéria ; Mali ; Niger ; Nigéria ; Sierra Leone ; Sénégal) ; (b) - recommander des moyens de financement du développement par la mobilisation des ressources nationales (gestion réactive de la dette et systèmes fiscaux efficaces) ; (c) des moyens de canaliser les ressources financières provenant de la gestion de la dette vers des réponses immédiates aux urgences mondiales, en mettant l'accent sur le COVID-19 et d'autres crises internationales. Les études et rapports nationaux ont été achevés et examinés par un groupe d'experts. Leurs mises à jour et la compilation d'un livre sont en cours et seront publiées cette année.

19. Une recherche analytique sur "Migration, employabilité et intégration des jeunes : le cas du Sénégal" a également été menée dans le cadre du projet "Genre, emploi des jeunes et inclusion sociale - renforcer les compétences pour les politiques d'emploi des jeunes et l'inclusion sociale". Son rapport sera disponible en 2023.

20. En outre, 23 séminaires de développement de l'IDEP et 05 dialogues politiques de haut niveau ont été organisés au cours de la période couverte par le rapport. Ces activités ont permis à 1500 fonctionnaires, chercheurs et décideurs - dont 500 femmes - de réfléchir sur des questions liées aux politiques et de recommander des solutions opérationnelles en vue de la réalisation des agendas 2030 et 2063. Vous trouverez ci-dessous des exemples de SDI et de DPHN :

- Un DPHN organisé conjointement avec la CNUCED, l'OMS, l'AFRO et l'IDEP sur : "Le rôle de la protection des consommateurs et de la protection sociale dans la fourniture de services de santé, y compris la santé en ligne, dans le cadre du redressement post-COVID. Ce fut l'occasion de présenter et de discuter les recommandations d'un rapport de la CNUCED sur le rôle des politiques de protection des consommateurs dans la fourniture de services de santé et d'e-santé.
- Un séminaire de développement sur "Les entreprises en tant qu'acteurs d'un commerce vert et inclusif" afin de fournir une plateforme pour le partage des politiques et des stratégies visant à promouvoir un commerce vert et inclusif en Afrique.
- Séminaire de développement sur le thème "Reconstruire en mieux à partir de Covid-19 : Renforcer le lien entre la paix, la sécurité, le développement, les affaires humanitaires et les droits de l'homme dans la conception et la mise en œuvre des politiques en Afrique".
- Un séminaire sur "La jeunesse comme levier pour construire l'Afrique que nous voulons : mieux aller de l'avant dans la promotion des arts, de la culture et du patrimoine", aligné sur l'"Année des arts, de la culture et du patrimoine" 2021 de l'Union africaine, a été organisé avec la participation d'artistes africains renommés¹.
- Dans le contexte de la célébration de la Journée internationale de la femme, un dialogue avec les anciens étudiants de l'IDEP ayant suivi des cours sur le genre au cours des deux dernières années s'est tenu à l'adresse² autour du thème "Comment les politiques publiques ont-elles eu un impact sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en Afrique ?".

¹ La chanteuse Kandy Guira (Burkina Faso), les cinéastes Yoro Mbaye (Sénégal) et Steve Kamdeu (Cameroun), lauréats du FESPACO, et l'architecte et créateur de l'Instagram "Dakar Lives" Mamy Tall (Sénégal).

² Notamment "Guide pour l'intégration de la dimension de genre dans les stratégies nationales de l'AfCFTA" et "Femmes africaines investisseurs".

21. Les programmes de bourses de recherche de l'IDEP ont continué à contribuer à la promotion et au renforcement du partage des connaissances intra-africaines et de l'apprentissage mutuel entre chercheurs et fonctionnaires. Au cours de la période, l'Institut a accueilli au total 3 bourses de la CEA (2021-2022) et 2 bourses du programme Volontaire des Nations Unies (2021 et 2022). Les boursiers ont travaillé dans les domaines de l'emploi des femmes, de l'érosion côtière et des migrations environnementales, des mécanismes nouveaux et traditionnels de financement du développement.
22. Au cours de la période, l'Institut a produit et publié un total de 7 notes d'orientation et un document de recherche, disponibles dans le référentiel de la CEA et en accès libre pour le public (<https://repository.uneca.org/>).

D. Centre de ressources de connaissances

23. Le centre de ressources de connaissances de l'Institut a continué à répondre aux besoins de ses programmes de formation et de recherche en partageant continuellement des informations avec les stagiaires, les membres de la faculté, les participants aux conférences, les chercheurs, les universitaires invités, les gouvernements et le grand public, en leur fournissant des services de documentation.

Services aux utilisateurs

24. En raison de la pandémie de COVID-19, les locaux de l'IDEP ont été fermés et aucun accès extérieur n'a été constaté dans la bibliothèque au cours de la période considérée. Tous les services aux utilisateurs ont été fournis en ligne. Au total, 43 bibliographies et webographies bilingues ont été fournies aux stagiaires en ligne et aux participants aux webinaires, 25 pour 2021, 18 pour 2022 et 4 pour juin 2023 respectivement, contre 20 en 2020.

Catalogage et indexation

25. Le catalogage et l'indexation des titres de documents au format numérique dans le dépôt institutionnel sont en cours. Au total, 1 616 titres ont été ajoutés en 2020 contre 504 titres en 2021, 514 titres en 2022 et 27 titres de janvier à juin 2023, ce qui porte la collection totale à 23 579 enregistrements, dont 9 234 sont

librement accessibles en texte intégral contre 8 184 en 2021. Le total des fréquences de téléchargement, c'est-à-dire le nombre de téléchargements de ces documents en texte intégral, est de 1 680 754 pour 2021, 1 725 224 pour 2022 et 1 681 500 de janvier à juin 2023, contre 1 326 567 en 2020. (Fig.2 et Fig.3)

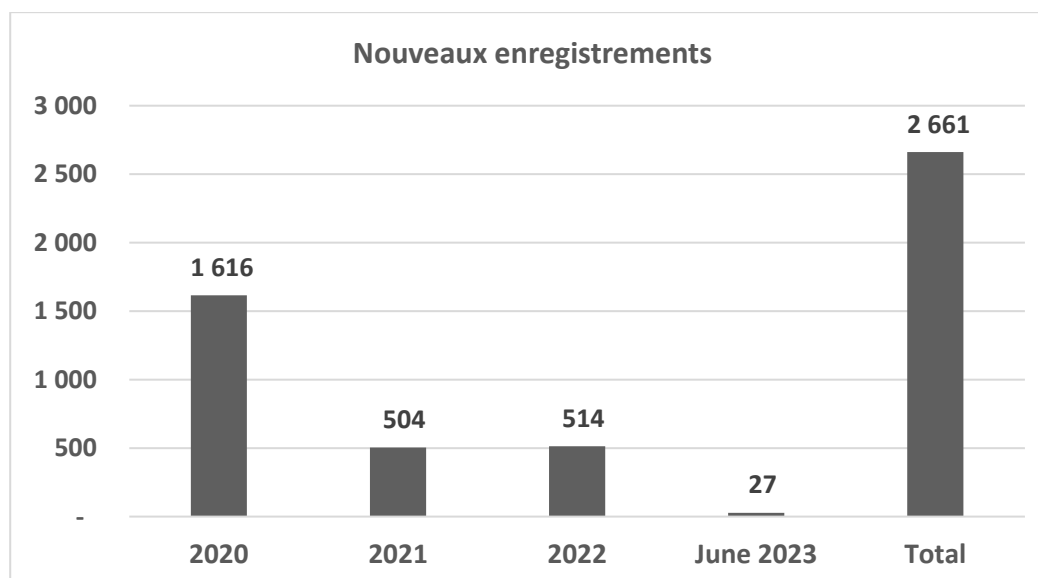


Fig.2. Nouveaux enregistrements dans la bibliothèque numérique de l'IDEP

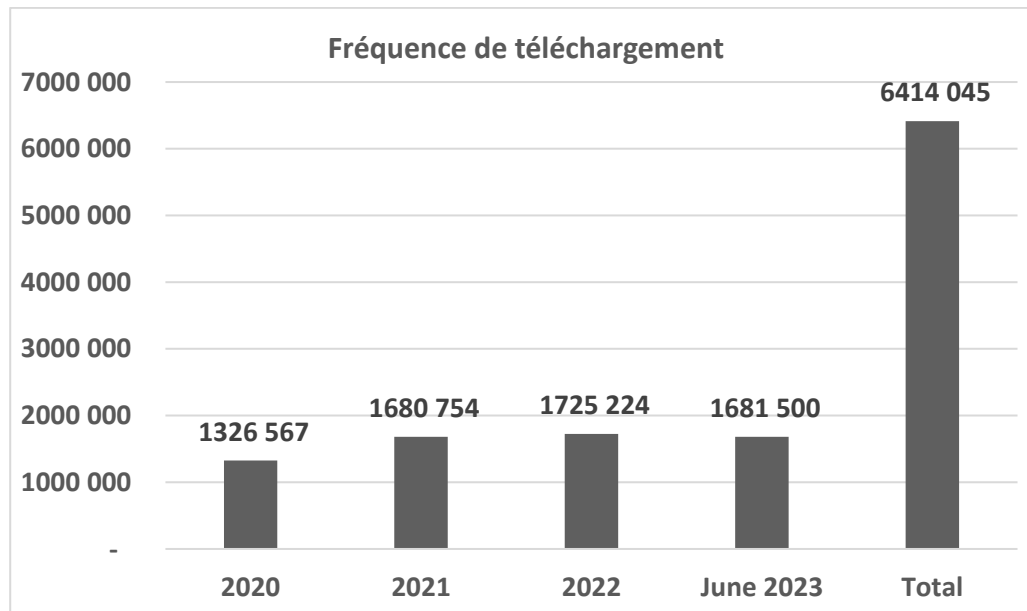


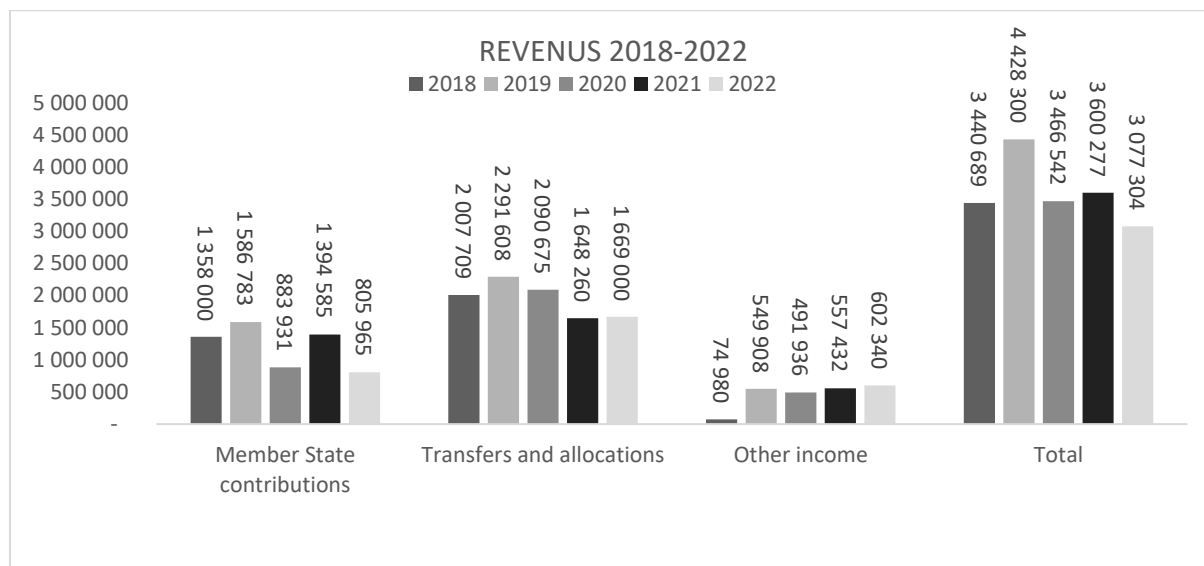
Fig.3. Téléchargement de documents de la bibliothèque numérique de l'IDEP

III. Finances, mobilisation des ressources et partenariats

A. Finances et mobilisation des ressources

26. Cette section du rapport doit être lue conjointement avec la note sur les résultats financiers. Cette section est principalement axée sur la mobilisation des ressources et les stratégies associées employées par l'équipe dirigeante.
27. Les activités de l'Institut sont financées par des ressources provenant de quatre sources principales :
- (a) Soutien financier des États membres africains par le biais de versements annuels de contributions financières, sur la base d'un calendrier prédéterminé approuvé et adopté par la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique ;
 - (b) La subvention ordinaire des Nations unies, qui est actuellement une subvention annuelle fixe de 1,4 million de dollars approuvée par l'Assemblée générale et qui sous-tend le budget annuel approuvé du programme ;
 - (c) Ressources de la CEA pour soutenir des programmes spécifiques et des activités de formation ;
 - (d) Des fonds extrabudgétaires provenant de sources telles que les institutions de financement multilatérales et bilatérales, les fondations privées et d'autres partenaires de développement.
28. La figure 4 montre le montant total des recettes générées entre 2018 et 2022, réparties en trois catégories. La catégorie "contributions des États membres" comprend les contributions mises en recouvrement perçues au cours de l'année considérée. La catégorie "transferts et allocations" comprend la subvention des Nations Unies et le soutien extrabudgétaire de la CEA. La catégorie "autres revenus" comprend les ressources mobilisées par l'intermédiaire de partenaires extérieurs.

**Fig.4. Catégories de revenus pour la période 2018-2022
(dollars américains)**



29. Le montant moyen collecté auprès des États membres au cours des cinq dernières années est de 1,1 million de dollars, tandis que la contribution annuelle mise en recouvrement s'élève actuellement à 1,358 million de dollars. Il semble y avoir une tendance selon laquelle les États membres qui atteignent leur objectif de contribution une année donnée manquent considérablement leur objectif l'année suivante. Cette dynamique rend difficile la planification et la budgétisation, car les recettes provenant des États membres sont inégales.
30. L'IDEP est reconnaissant aux États membres qui s'efforcent de régler leurs arriérés, en particulier au Zimbabwe qui a versé 785 075 dollars en 2021, réglant ainsi sa contribution annuelle et ses arriérés.
31. L'Institut remercie également les pays suivants d'avoir été réguliers et à jour dans leurs paiements : Afrique du Sud, Bénin, Gambie, Lesotho, Mali, Maroc, Namibie, Sierra Leone, Soudan, Togo et Zambie. Les contributions versées par les États membres au 31 décembre 2021 et 2022 figurent respectivement dans les tableaux 1 et 2.
32. Comme le montre le tableau 4 (dans les annexes), l'IDEP doit encore recouvrer un nombre important d'arriérés. Les contributions impayées s'élevaient à 18,5 millions de dollars au 31 décembre 2022 et pèsent lourdement sur la capacité de l'Institut à mettre en œuvre son mandat.

33. La direction de l'IDEP continue de dialoguer avec les États membres sur les contributions et est en discussion avec les autorités des pays suivants qui ont d'importants arriérés de paiement : Algérie, Botswana, Burundi, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Liberia, Libye, Maurice, Mozambique, Niger et Nigeria.

Fig. 5 Contributions des États membres à l'Institut africain de développement économique et de planification pour la période 2016-2022 (en milliers d'USD)

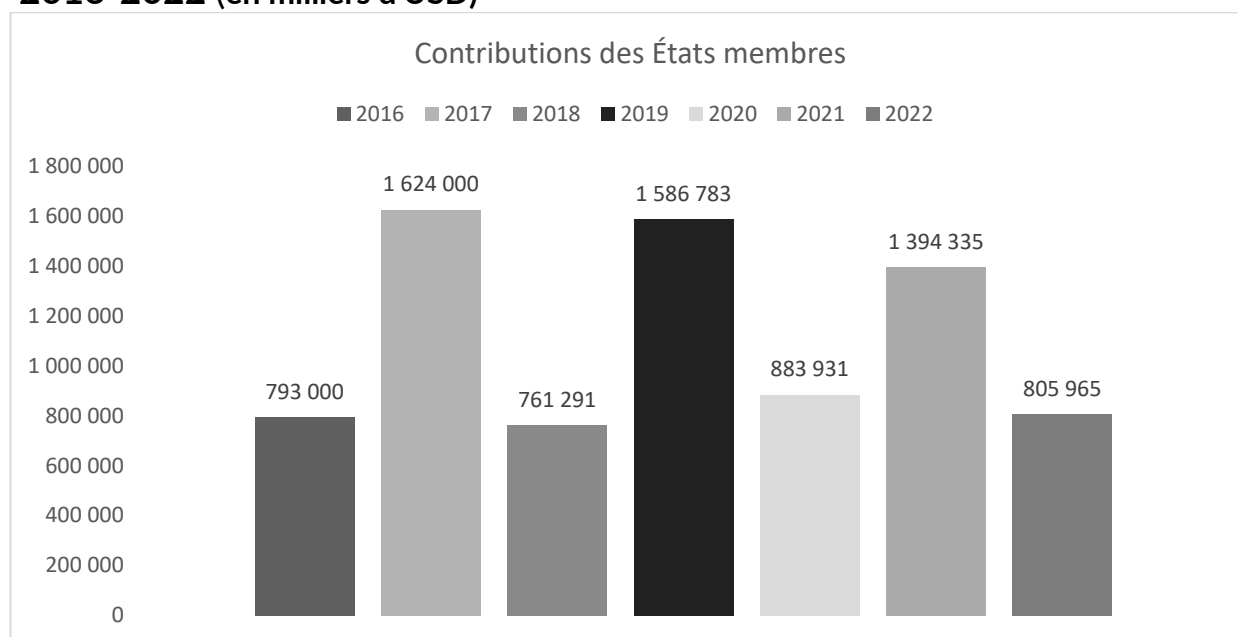


Tableau 1. Contributions à l'Institut africain de développement économique et de planification par pays, au 31 décembre 2021 (dollars américains)

Index	Pays	Contribution annuelle imposable	Contribution annuelle versée en 2022	Arriérés payés	Montant total payé en 2022
1	Angola	32 000		96 000	96 000
2	Bénin	15 000	14 878		14 878
3	Cameroun	24 000		46 257	46 257
4	Côte d'Ivoire	32 000		34 850	34 850
5	Madagascar	20 000		20 000	20 000
6	Mali	15 000		31 417	31 417
7	Maroc	32 000		138 291	138 291

8	Namibie	24 000		24 000	24 000
9	Niger	20 000		14 900	14 900
10	Afrique du Sud	80 000	80 000		80 000
11	Tanzanie	24 000		93 129	93 129
12	Togo	15 000		15 538	15 538
13	Zimbabwe	40 000	40 000	745 075	785 075
	TOTAL	373 000	134 878	1 259 457	1 394 335

Tableau 2. Contributions à l'Institut africain de développement économique et de planification par pays, au 31 décembre 2022
(dollars américains)

<i>Index</i>	<i>Pays</i>	<i>Contribution annuelle imposable</i>	<i>Contribution annuelle versée en 2022</i>	<i>Arriérés payés</i>	<i>Montant total payé en 2022</i>
1	Gambie	10 000	-	103 454	103 454
2	Lesotho	15 000	-	30 000	30 000
3	Libye	80 000	-	76 604	76 604
4	Madagascar	20 000	-	20 000	20 000
5	Mali	15 000	15 000	15 000	30 000
6	Maroc	32 000	-	68 521	68 521
7	Afrique du Sud	80 000	80 000	-	80 000
8	Soudan	32 000	-	160 000	160 000
9	Tunisie	24 000	-	13 914	13 914
10	Zambie	32 000	32 000	191 470	223 470
	Total	340 000	127 000	678 964	805 965

34. Le soutien financier de la CEA a diminué régulièrement au cours des cinq dernières années. L'IDEP a reçu environ 324 000 dollars de la Commission en 2021, et seulement 280 000 dollars en 2022. Le soutien extrabudgétaire de la CEA est fourni principalement par le biais du programme régulier de coopération technique.

35. Avec l'intégration de l'Institut dans le système Umoja, les ressources fournies par la CEA pour soutenir des programmes spécifiques et des activités de formation sont déboursées directement sous le code budgétaire correspondant. En conséquence, les ressources financières enregistrées comme ayant été reçues de la CEA sont réduites à des fins comptables.

36. L'Institut continuera à dialoguer avec les dirigeants de la CEA sur la nécessité d'accroître le soutien budgétaire afin de garantir la

prévisibilité des flux financiers de l'Institut, de la planification des programmes et de la prestation de services.

37. Malgré le contexte actuel de financement tendu des donateurs, l'IDEP a reçu une subvention de 557 432 dollars du gouvernement italien en 2021, qui a ensuite été renouvelée avec la deuxième phase en 2022. Les deux subventions fourniront au secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine et aux pays participants une formation spécialisée de haut niveau en matière de fiscalité, de douanes, de commerce et de questions législatives, dans le but de soutenir les entreprises locales, y compris les petites et moyennes entreprises, dans l'amélioration de leurs relations commerciales internationales, en particulier avec l'Union européenne et l'Italie.

38. L'Institut a également signé un accord avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) pour concevoir, développer et déployer un programme de formation mis-à-jour et adapté sur la gestion des politiques économiques tenant compte du genre pour les États membres africains et quatre communautés économiques régionales, à savoir la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). L'objectif du programme de formation est de renforcer la capacité des communautés économiques régionales africaines et de leurs États membres à adopter et à mettre en œuvre des initiatives de gestion des politiques économiques et de genre, accélérant ainsi la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063. Il s'agit de veiller à ce que les politiques économiques et les stratégies de réduction de la pauvreté produisent des résultats équitables pour les femmes et les hommes, ainsi que pour les filles et les garçons.

B. Partenariats

39. L'Institut a continué à favoriser et à renforcer ses partenariats avec diverses divisions de la CEA, des institutions de planification, des départements ministériels, des organisations internationales, des communautés économiques régionales, des universités et des centres de recherche. Par ses activités, l'IDEP a

continué à promouvoir le renforcement des capacités et à soutenir une analyse et un débat constructifs sur les politiques de développement des États membres.

40. Il convient de noter qu'entre 2020 et 2022, l'Institut a augmenté le nombre de ses partenaires de 432%. Cette augmentation significative est principalement due au lancement des activités du Réseau des Jeunes Economistes (RJE) de la CEA où, grâce à des partenariats avec des institutions universitaires et de recherche, l'IDEP vise à contribuer de manière plus tangible à la résolution des défis économiques de l'Afrique.
41. En 2021, l'Institut a travaillé sur plusieurs activités de partenariat avec les partenaires suivants : Commission de l'Union africaine, Institut national d'administration publique de la Malaisie (ITAN), Bureau du conseiller spécial pour l'Afrique des Nations Unies (OSAA) ; Association des universités de langue portugaise (AULP), Institut Brésil-Afrique (IBRAF), Communauté des pays de langue portugaise (CPLP), Initiative de la société ouverte pour l'Afrique de l'Ouest (OSIWA) ; l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), la Communauté des États sahélo-sahariens (CEN SAD), le gouvernement italien, le gouvernement gambien et plus de 70 universités.
42. En 2022, des activités de partenariat ont été mises en œuvre avec la Commission de l'Union africaine, quatre communautés économiques régionales (CEDEAO, CEEAC, IGAD et SADC), les universités participant au réseau des jeunes économistes de la CEA, notamment l'université de Johannesburg et l'université de Portsmouth, le PNUD, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Initiative de la société ouverte pour l'Afrique de l'Ouest, l'Association Africa 21 et ASeS (Solidarité et développement des agriculteurs).

Tableau 3. Nombre de partenaires par catégorie

<i>Type de partenaires</i>	<i>2020</i>	<i>2021</i>	<i>2022</i>
Entités du système des Nations unies	11	5	4

États membres et communautés économiques régionales	4	6	4
Organisations internationales	1	1	4
Institutions universitaires et de recherche	3	75	89
Total	19	87	101

43. 2021, ces collaborations ont permis la réalisation d'activités de recherche avec une composante post-COVID19 avec la CNUCED sur "Le rôle de la protection des consommateurs et de la protection sociale dans le redressement post-COVID dans la fourniture de services de santé, y compris la santé en ligne", une formation sur la transformation numérique de l'enseignement technique et professionnel avec l'UNESCO, la CEA, l'AUDA-NEPAD, l'AFDB et l'Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation (IFEFF) ; une formation avec l'OSAA sur "la conception et la mise en œuvre de politiques qui favorisent le lien entre la paix/sécurité et le développement pour accélérer la mise en œuvre des ODD en Afrique" ; une formation sur l'impact du COVID-19 sur les économies des États membres de l'UEMOA, une formation régionale sur mesure dispensée aux États membres de la CEN-SAD sur la politique et la législation pour l'exploitation des corridors routiers, entre autres.
44. En 2022, les partenariats ont abouti à la conception et à la mise en œuvre de programmes de formation et de recherche axés sur les thèmes suivants
- (a) L'autonomisation des jeunes et des femmes pour soutenir la reprise et la transformation structurelle des pays :
 - i. Financement innovant des petites et moyennes entreprises pour une reprise résiliente en Afrique : une perspective de genre et de jeunesse (Alliance de la jeunesse pour le leadership et le développement en Afrique) ;
 - ii. Gestion de la politique économique sensible au genre dans le contexte de la reprise post-pandémique (communautés économiques régionales et PNUD) ;
 - iii. Enseignement et formation techniques et professionnels (UNESCO) ;
 - (b) Changement climatique : possibilités d'économie bleue, érosion côtière, migration et accès à l'eau :

- i. Boîte à outils pour l'évaluation de l'économie bleue (UNESCO et Université de Portsmouth) ;
 - ii. Facilité d'investissement résiliente au climat pour l'Afrique (Banque mondiale, Commission de l'Union africaine et Banque africaine de développement, avec un soutien financier initial du Fonds nordique de développement) ;
 - iii. Atelier Dakar 2022 sur les questions de l'eau ;
- (c) Zone de libre-échange continentale africaine et nouveaux mécanismes de financement de la relance africaine (Association Africa 21) :
- i. Rôle des parlementaires et des acteurs de la société civile ;
 - ii. Vers une zone de libre-échange continentale africaine efficace (gouvernement italien et ASeS (Solidarité et développement des agriculteurs) ;
 - iii. Financer le développement de l'Afrique par des mécanismes durables et innovants (OIM et Skema Business School) ;
 - iv. Réunion du groupe d'experts sur la dette, la fiscalité et le financement du développement : réponses immédiates aux urgences mondiales, au cours de laquelle les résultats préliminaires de huit études de cas nationales ont été présentés (OSIWA).

IV. Conclusions et perspectives pour 2023 et 2024

45. En raison des différents chocs de développement et de la nécessité d'accélérer la réalisation des deux agendas de développement (ODD et Agenda 2063), la demande des États membres pour les services de l'IDEP a connu une tendance à la hausse continue au cours des cinq dernières années. Pour répondre à cette demande, il est nécessaire d'augmenter les ressources financières et humaines de l'Institut.
46. Malgré l'accroissement de la participation des femmes grâce aux services en ligne, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour mettre en œuvre une telle action de discrimination positive. En outre, les formations sur mesure, les formations de formateurs et les cours en ligne tendent à toucher davantage de bénéficiaires, y compris les femmes. Ils présentent donc un meilleur rapport qualité-prix que les cours réguliers sur site, qui sont surtout nécessaires pour la formation aux pratiques techniques. Plus important encore, les formations sur mesure peuvent répondre aux défis spécifiques auxquels un pays est confronté en matière de capacités et sont donc très pertinentes. En outre, un appel

permanent est lancé aux États membres pour qu'ils désignent des femmes lors des appels à candidatures.

47. En 2023, l'IDEP a repris la prestation de formations en présentiel et poursuivra les formations en ligne sur la base d'un contenu enrichi informé par les priorités de développement sectorielles, nationales et régionales. En 2023 et 2024, l'Institut travaillera sur des domaines clés de la prospective stratégique, afin d'aider les pays à planifier, budgétiser, mettre en œuvre, suivre et évaluer efficacement les progrès réalisés pour faire face aux multiples crises socioéconomiques, sécuritaires et mondiales, en mettant particulièrement l'accent sur les Objectifs de développement durable 1, 5, 8 et 17.
48. En outre, l'IDEP poursuivra l'intégration de la gestion des risques dans ses activités de formation et de recherche afin de fournir aux planificateurs des approches innovantes pour concevoir et intégrer des cadres de gestion durable des risques dans la planification et l'élaboration des politiques. Ces activités renforceront la capacité des États membres à concevoir et à mettre en œuvre des processus améliorés pour comprendre les risques et atténuer les résultats qui peuvent changer en raison de l'impact des événements à risque tels que les menaces sanitaires mondiales et les catastrophes climatiques. Elles serviront de moteur à l'intégration de la résilience aux risques dans la planification des politiques stratégiques et à la conception et à la mise en œuvre de programmes de réduction des risques essentiels à la réalisation des objectifs de développement durable.
49. L'IDEP s'efforcera également d'améliorer la participation des pays lusophones à ses programmes et d'inclure un membre d'un pays lusophone dans le conseil consultatif technique de l'IDEP afin de promouvoir une représentation plus large de toutes les sous-régions et de tous les pays d'Afrique.
50. Une attention particulière continuera d'être accordée à la mobilisation des ressources financières, notamment pour limiter l'impact négatif de la crise financière des Nations unies sur les activités de l'IDEP.

Annexes :

Tableau 4. Contributions totales à l'Institut africain de développement économique et de planification, par pays, et soldes dus, au 31 décembre 2022
(dollars américains)

<i>Index</i>	<i>Pays</i>	<i>Cotisation annuelle actuelle</i>	<i>Contribution totale évaluée</i>	<i>Montant total payé</i>	<i>Solde dû</i>
1	Algérie	80 000	2 640 000	-	2 640 000
2	Angola	32 000	1 056 000	992 000	64 000
3	Bénin	15 000	495 000	480 291	14 709
4	Botswana	24 000	792 000	-	792 000
5	Burkina Faso	15 000	495 000	465 000	30 000
6	Burundi	15 000	495 000	60 000	435 000
7	Cameroun	24 000	792 000	649 321	142 679
8	Cabo Verde	10 000	330 000	-	330 000
9	République centrafricaine	15 000	495 000	16 761	478 239
10	Tchad	15 000	495 000	88 851	406 149
11	Comores	10 000	330 000	-	330 000
12	Congo	15 000	495 000	455 869	39 131
13	Côte d'Ivoire	32 000	1 056 000	995 618	60 382
14	République démocratique du Congo	32 000	1 056 000	-	1 056 000
15	Djibouti	15 000	495 000	-	495 000
16	Égypte	80 000	2 640 000	2 480 000	160 000
17	Erythrée	15 000	420 000	-	420 000
18	Eswatini	20 000	660 000	568 770	91 230
19	Éthiopie	32 000	1 056 000	40 580	1 015 420
20	Guinée équatoriale	10 000	330 000	260 000	70 000
21	Gabon	20 000	660 000	40 000	620 000
22	Gambie	10 000	330 000	307 535	22 465
23	Ghana	32 000	1 056 000	954 599	101 401
24	Guinée	20 000	660 000	160 000	500 000
25	Guinée-Bissau	10 000	330 000	30 000	300 000
26	Kenya	32 000	1 056 000	996 278	59 722
27	Lesotho	15 000	495 000	465 000	30 000
28	Libéria	15 000	495 000	30 000	465 000
29	Libye	80 000	2 640 000	1 065 338	1 574 662
30	Madagascar	20 000	660 000	587 040	72 960
31	Malawi	15 000	495 000	405 000	90 000
32	Mali	15 000	495 000	495 000	-
33	Mauritanie	10 000	330 000	30 000	300 000
34	Maurice	15 000	495 000	-	495 000
35	Maroc	32 000	1 056 000	993 224	62 776
36	Mozambique	32 000	1 056 000	340 943	715 057

37	Namibie	24 000	744 000	696 000	48 000
38	Niger	15 000	495 000	24 875	470 125
39	Nigéria	80 000	2 640 000	2 290 331	349 669
40	Rwanda	15 000	495 000	180 000	315 000
41	Sao Tomé et Príncipe	10 000	330 000	10 000	320 000
42	Sénégal	24 000	792 000	719 480	72 520
43	Seychelles	10 000	330 000	300 000	30 000
44	Sierra Leone	20 000	660 000	640 055	19 945
45	Somalie	10 000	330 000	-	330 000
46	Afrique du Sud	80 000	2 240 000	880 000	1 360 000
47	Soudan	32 000	1 056 000	1 024 000	32 000
48	Togo	15 000	495 000	465 538	29 462
49	Tunisie	24 000	792 000	410 471	381 529
50	Ouganda	24 000	792 000	692 971	99 029
51	République unie de Tanzanie	24 000	792 000	696 000	96 000
52	Zambie	32 000	1 056 000	1 056 000	-
53	Zimbabwe	40 000	1 320 000	1 280 000	40 000
	Total	1 358 000	44 291 000	25 818 739	18 472 261

Tableau 5. Liste des universités et pays de membres du Réseau des Jeunes Economistes

N	Universités	Nombre de participants	Pays
NORTH AFRICA			
1	<i>Ecole Nationale Supérieure de Statistique et d'Economie Appliquée (ENSSEA)</i>	5	Algérie
2	<i>Université Abdelhamid Mehri Constantine 2</i>	10	Algérie
3	Alexandria University	6	Egypte
4	Ain Shams University	1	Egypte
5	Al-Azhar University	2	Egypte
6	American University	58	Egypte
7	American University in Cairo	2	Egypte
8	Beni Suef University	16	Egypte
9	British University	21	Egypte
10	Cairo University	87	Egypte
11	Future University	8	Egypte
12	Helwan University	2	Egypte
13	Institute of National Planning	13	Egypte
14	London School of Economics	5	Egypte
15	Mansoura University	3	Egypte
16	Misr International University	1	Egypte
17	Modern Academy	1	Egypte
18	South Valley University	1	Egypte
19	Zagazig University	1	Egypte
20	<i>Université Mohammed V Rabat</i>	6	Maroc
21	Université Abdelmalek ESSAÄDI (UAE)	31	Maroc
22	Université Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fès	9	Maroc
23	Université de Tunis	7	Tunisie
24	Université de Tunis El Manar	7	Tunisie
25	Université de la Manouba	21	Tunisie
WEST AFRICA			
26	Université d'Abomey-Calavi	10	Bénin
27	Université de Parakou	20	Bénin
28	University of Cape Coast	11	Ghana
29	University of Ghana Legon	10	Ghana
30	University of Science and Technology, Kumasi	25	Ghana
31	Ghana Institute of Management and Public Administration (GIMPA)	11	Ghana
32	Université de TAHOUA	7	Niger
33	University of Lagos	12	Nigeria
34	University of Nigeria Nsukka	10	Nigeria
35	University of Port Harcourt	10	Nigeria
36	Bayero University, Kano,	10	Nigeria
37	Nnamdi Azikiwe University Awka	10	Nigeria

38	OBAFEMI AWOLOWO UNIVERSITY	10	Nigeria
39	BOWEN UNIVERSITY	6	Nigéria
40	Université Cheikh Anta Diop Dakar (FASEG)	10	Sénégal
41	Université de Thiès	10	Sénégal
42	Université du Sine Saloum El Hadj Ibrahima Niass	10	Sénégal
43	Ecole Nationale de la Statistique et de l'Analyse Economie (ENSAE)	19	Sénégal
44	Université Gaston Berger de Saint-Louis (UGB)	8	Sénégal
45	Université Amadou Mahtar Mbow	10	Sénégal
46	Ecole Supérieure Polytechnique de Dakar	1	Sénégal
47	Université de Kara au Togo	10	Togo
48	Université de Lomé	8	Togo
49	Université Nobert ZONGO	20	Burkina Faso
50	Centre panafricain de recherche pour le développement Economique et Social (CARDES)	5	Burkina Faso
51	Université Thomas SANKARA	20	Burkina Faso
52	Université NONGO	6	Guinée Conakry
53	University of The Gambia	10	Gambia
CENTRAL AFRICA			
54	Université de Ngaoundéré	10	Cameroun
55	University of Yaounde II	25	Cameroun
56	Université de Douala	16	Cameroun
57	UNIVERSITY OF DSCHANG	10	Cameroun
58	Université de N'Djaména	13	Tchad
59	Université de Kisangani	21	République démocratique du Congo
EAST AFRICA			
60	Addis Ababa University	10	Ethiopia
61	Debre Markos University	10	Ethiopia
62	University of Gondar	20	Ethiopia
63	Kenyatta University	5	Kenya
64	University of Nairobi	20	Kenya
65	University of China	1	Kenya
66	University of Technology,Mauritius	8	Mauritius
67	University of Rwanda	10	Rwanda
68	University of Lay Adventis of Kigali	10	Rwanda
69	Makerere University Kampala	20	Uganda
70	Kabale University	11	Uganda
71	University of Kampala	5	Uganda
72	University of Mauritius	6	Mauritius
73	Zanzibar University	10	Tanzani
74	University Of Dar Es Salaam	3	Tanzani
75	University Of Juba	5	Soudan du Sud
SOUTHERN AFRICA			

76	University of Malawi	22	Malawi
77	University of Science and Technology	16	Namibia
78	University of Namibia	10	Namibia
79	University of Pretoria	10	South Africa
80	Stellenbosch University	2	South Africa
81	University of Johannesburg	9	South Africa
82	University of the Witwatersrand, Johannesburg	6	South Africa
83	University of Cape Town	7	South Africa
84	University of Lusaka	9	Zambia
85	Great Zimbabwe University	10	Zimbabwe
86	Lupane State University	10	Zimbabwe
87	University of Zimbabwe Faculty of Business Management	10	Zimbabwe
88	Midlands State University	10	Zimbabwe
TOTAL	88	1013	29